

non pas à un prix minimum, mais à un prix maximum. Voilà ce que je leur reproche aujourd'hui. Lorsqu'il a pris la parole à cette occasion, le député d'Assiniboia aurait été d'accord avec moi, même s'il ne l'est pas à l'heure actuelle.

J'arrive à un autre triste incident du programme agricole tant vanté des libéraux; cet incident explique pourquoi ils n'ont pas beaucoup de représentants de la région de culture des céréales. On se rappelle sans doute que nos amis ont conclu une entente connue sous le nom d'accord britannique sur le blé. C'est précisément cet accord qui a coûté aux cultivateurs de l'époque 600 millions de dollars. Voyons ce qu'en dit l'auteur que j'ai cité. Il faisait alors partie de la Commission du blé. Le passage suivant est extrait de la page 133:

Quand l'opposition a prétendu que les cultivateurs de blé avaient perdu 600 millions de dollars, M. Howe a déclaré que le gouvernement tiendrait compte des prétendues «pertes» lorsqu'on déterminerait les montants revenant à la mise en commun vers la fin de l'année. Officiellement, l'affaire est restée là. Mais dans le pays, on a continué de discuter, pour essayer de déterminer jusqu'à quel point le gouvernement et les organismes agricoles eux-mêmes étaient responsables de l'accord.

À l'approche de la date à laquelle on aurait pu s'attendre à un dernier versement de la part de la Commission canadienne du blé, un nouvel incident s'est produit. S'adressant aux délégués du syndicat du blé de la Saskatchewan réunis à Regina le 17 novembre 1950, M. Gardiner, ministre de l'Agriculture, a dit qu'on était encore en train de négocier un autre paiement de la Grande-Bretagne en vertu de l'entente conclue pour quatre années. «Je me contenterai de signaler», aurait déclaré M. Gardiner, «que l'écart ne me semble pas complètement comblé et nous continuerons à négocier pour voir si l'on ne pourrait pas en venir à quelque solution qui satisfera, non seulement les cultivateurs de l'Ouest et le gouvernement du Canada, mais aussi le gouvernement de la Grande-Bretagne». Néanmoins, le mécontentement grandissait dans l'Ouest.

Qu'ont-ils fait après cela? M. Gardiner—j'ignore si c'est le ministre du Commerce d'alors qui l'a envoyé—est allé en Grande-Bretagne pour discuter du problème. On a dit: «L'entente est d'une durée de cinq ans, et il vous faut la respecter.» C'est à cause de cette entente que les cultivateurs de l'Ouest du Canada ont contribué pour 600 millions de dollars à l'effort de guerre. Et ce sont les responsables de cette entente qui voudraient que nous leur cédions notre place, que nous les laissions administrer les affaires du pays et adopter un autre programme agricole de ce genre. Je ne pense pas que les cultivateurs verraient cela d'un œil favorable.

Et qu'ont fait les libéraux? Ils ont présenté le projet de loi qui prévoyait le versement de 65 millions de dollars sur cette dette de 600 millions. Même ceux qui ont déclaré que 600 millions de dollars constituaient un chiffre

trop élevé, déclarent à l'unanimité qu'il s'agissait au moins de 300 millions. Quel que soit le chiffre que vous acceptiez, les cultivateurs ont subi une perte, quand ils ont obtenu 65 millions de dollars du parti libéral.

Peut-être vous demanderez-vous: «Qu'est-ce que tout cela vient faire ici?» Voici. À l'époque, la Commission vendait le blé \$1.15, sous le régime de l'accord britannique sur le blé, tandis que le cours sur les marchés mondiaux était de \$3.15. Je suis sûr que les cultivateurs acceptent sans autre qu'on fixe un prix maximum aux denrées qu'ils produisent, tout comme on le fait pour d'autres produits, mais le maximum imposé pour le blé sous le régime libéral a été le plus élevé de tous les temps. C'est tout ce que j'avais à dire au sujet du blé.

Revenons pour quelques instants aux proches faits au ministre de l'Agriculture. Après son discours du 12 octobre 1960, à Edmonton, le député d'Assiniboia (M. Argue) aurait dit, suivant le *Journal d'Edmonton*:

Le chef national de la CCF, M. Hazen Argue, a déclaré mardi, que le passage de l'ancien ministre du Nord canadien au ministère de l'Agriculture, lors du remaniement du cabinet fédéral, était une bévue.

Le ministre n'était pas installé dans son nouveau ministère que déjà le député d'Assiniboia s'écriait que c'était une bévue! Le député d'Assiniboia s'est mis à critiquer le ministre avant même que celui-ci signe la première lettre de son ministère! S'il prétend toujours que c'est une bévue, personne ne l'écouterait; les journaux l'ont couvert de ridicule à ce propos. En fait, le *Journal d'Edmonton* est un organe libéral.

Un autre journal, le *Herald of Lethbridge*, qui n'est pas toujours favorable au gouvernement, après l'attaque simulée du chef de l'opposition, du député d'Assiniboia, du parti libéral et plus tard du Nouveau parti démocratique, contre le ministre de l'Agriculture, a déclaré ceci dans son éditorial du 24 novembre à propos de la question même dont je parle:

L'honorable Alvin Hamilton continue d'étonner tout le monde (y compris les cultivateurs) par la profondeur et l'ampleur de ses connaissances en agriculture (et des cultivateurs).

En tant que représentant d'une vaste circonscription agricole, je dis qu'il importe peu que les libéraux tentent de faire un esclandre, car les cultivateurs de l'Ouest ne voudront pas reconnaître que le ministre a commis une erreur, quelque déclaration qu'il ait pu faire à Regina—et j'ai le texte de cette déclaration ici. Il ne faisait que discuter de leurs problèmes avec eux, et les membres de l'opposition, tout comme les coyotes qui hurlent dans le désert, cherchent